

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

le pen - marchais
l'école libre... (pages 4, 5, 6, 7 et 12)

histoire au présent :

**c'est en juin 1984 que
la france
a changé**



DU 4 JUILLET AU 17 JUILLET 1984 - 14ème année - N° 408 - 7 F

M 2242 - 408 - 7 F

maurras et le socialisme

Depuis quelques semaines le prochain livre de Bertrand Fessard de Foucault est mis en souscription. Avez-vous répondu à notre appel ?

Pour remercier tous ceux qui ont déjà retenu l'ouvrage, nous leur enverrons un exemplaire de l'édition originale numérotée (dans l'ordre d'arrivée des souscriptions) sur papier bouffant Capri 90 gr. Cette faveur reste valable pour tous ceux qui souscriront avant le 31 juillet 1984.

Prix de souscription jusqu'à cette date : 80 F port compris.

A partir du 1er août, il y aura deux prix de souscription :

— édition originale : 100 F (port compris),

— édition normale : 80 F (port compris).

A partir du 15 septembre, le prix de l'ouvrage sera le suivant :

— édition normale : 120 F + port

— édition originale : 140 F + port

Vous constatez que nous avons fait un effort particulier pour favoriser les souscriptions rapides. Nous n'avons pas les moyens, en effet, de constituer des stocks de livres qui ne s'écouleraient que sur plusieurs années. Il nous est donc nécessaire de régler le tirage au plus juste en fonction des commandes. C'est pour nous la seule méthode pour pouvoir éditer rapidement d'autres livres et développer ainsi notre audience. Dernière raison de souscrire aujourd'hui : le livre de Fessard de Foucault risque d'être épuisé peu après sa parution...

Le succès du livre de Pierre Boutang a déjà permis une redécouverte de Maurras dans tous les aspects politiques, poétiques et philosophiques de son œuvre. Par delà les polémiques et les caté-

chismes réducteurs, on perçoit mieux désormais, l'influence exercée par Maurras sous la IIIème République et au-delà. Nombre d'hommes politiques - et non des moindres - ont été influencés par sa pensée au moins un temps. N'y a-t-il pas jusqu'à Pompidou qui cita «Kiel et Tanger» dans une fameuse conférence à Science Po, dont plusieurs ont voulu croire qu'elle était le début de quelque chose interrompue par le destin tragique du Président...

Quelque soit le jugement que l'on porte finalement sur l'auteur de «L'Avenir de l'intelligence» son œuvre paraît aujourd'hui incontournable, et la connaissance de la pensée maurrassienne doit être approfondie. C'est ce souci qui anime Bertrand Fessard de Foucault. A l'encontre des idées reçues, il s'est penché sur le rapport entre Maurras et le socialisme qui a été trop souvent ignoré ou qui a servi à l'élaboration de thèses fort discutables. C'est dire combien le livre de Bertrand Fessard de Foucault sera utile à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées, et notamment à celle des idées monarchistes. C'est dire aussi notre satisfaction à publier aujourd'hui un tel ouvrage.

Avec Bertrand Fessard de Foucault, hors de toute «orthodoxie», relisons Maurras, pour, sans doute, mieux comprendre notre temps.

Lys Rouge



BULLETIN DE SOUSCRIPTION AU LIVRE DE B. FESSARD DE FOUCAULT : «MAURRAS ET LE SOCIALISME»

à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
accompagné du règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

.....

souscris au livre de B. Fessard de Foucault et joins mon règlement : 80 F
(donnant droit à une édition originale si ce bulletin est posté avant le 31 juillet).

grandeur de creusot

La possibilité d'une mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire a mis une nouvelle fois en scène, quelque soit l'aboutissement de cette affaire, les problèmes industriels et financiers qui paralysent notre pays.

Ce qui est en jeu, à travers la première entreprise française de mécanique lourde, contrôlée à 45% par les de Wendel et, indirectement, à 55% par Schneider SA, c'est l'avenir des 22.500 salariés. On peut y ajouter quelques 10.000 emplois chez les soustraitants, répartis principalement dans le bassin du Creusot et la Saône-et-Loire. En effet, malgré la cession du plus gros de la sidérurgie, l'entreprise continue à faire des pertes croissantes : 1,4 milliards de francs en 1983 (pour un chiffre d'affaires de 11,8 milliards !). La vie d'une région dépend donc de l'intervention du groupe Empain-Schneider et des pouvoirs publics, via le secteur bancaire qui détient 3 milliards de créances, lesquelles coûtent à Creusot-Loire des frais financiers considérables.

Les pouvoirs publics souhaitent que le groupe Schneider apporte 1 milliard de francs (dont 200 millions d'augmentations de capital) à l'entreprise au secours de laquelle le secteur bancaire serait également venu. A ce propos, plusieurs solutions ont été proposées. Au début du mois de juin, Indosuez (avec le Crédit Lyonnais et d'autres banques nationalisées) semblait vouloir prendre une participation dans une des sociétés pivot de l'Empire Schneider : la SPEP (Société Parisienne d'Etudes et de Participation). Le 22 juin, alors que la Compagnie financière de Suez jetait l'éponge, un projet de conciliation entre les pouvoirs publics et la direction de Creusot-Loire, prévoyait l'entrée des investisseurs publics dans Schneider S.A. De son côté, le CIRI (2) proposait une prise de participation de ces investisseurs dans Jeumont Industrie (30% immédiatement, plus 15% ultérieurement). En effet, le Groupe Empain Schneider constitue une nébuleuse com-

plexe : Jeumont-Industrie contrôle 20,5% de Schneider S.A. qui possède la majorité de Jeumont-Schneider et de Creusot-Loire) et détient une participation de la CFDE (qui contrôle Merlin-Gerin et SPIE-Batignolles).

Il y a donc eu de grandes manœuvres, sur fond de polémique, par médias interposés. A la tête de Creusot-Loire, M. Pineau-Valencienne considère que les actionnaires (le Groupe) ne peuvent être tenus pour responsables des pertes (passées) de son entreprise dans la sidérurgie : il rappelle que, contrairement à Usinor et Sacilor, elle n'a reçu aucune aide de l'Etat. Pour son groupe, Empain-Schneider est composé de «sociétés totalement autonomes» et il crie à la «nationalisation déguisée». De son côté, M. Fabius déclare que «ce sont les dirigeants qui pensent que l'Etat doit payer, payer, payer et ne rien faire d'autre». Il a beau jeu de rappeler que la liberté d'entreprise, thème à la mode «ne va pas sans responsabilité» et il ajoute : «ce que demande M. Pineau-Valencienne, c'est la nationalisation des risques et la privatisation des profits. Personnellement je trouve cette attitude immorale»; comme si la moralité avait à voir avec le monde des affaires !

Que penser, au-delà de cet affrontement ? Si M. Pineau-Valencienne a raison d'attribuer les difficultés initiales de Creusot-Loire à la sidérurgie, pourquoi n'ajoute-t-il pas que c'est sous le septennat précédent, éminemment libéral comme chacun sait, que les aides furent refusées à Creusot-Loire. En outre, il serait juste d'ajouter que ce sont Usinor et Sacilor qui ont repris ce boulet. Par ailleurs, le groupe Schneider se moque du monde quand il soutient la fiction d'une «autonomie» de Creusot-

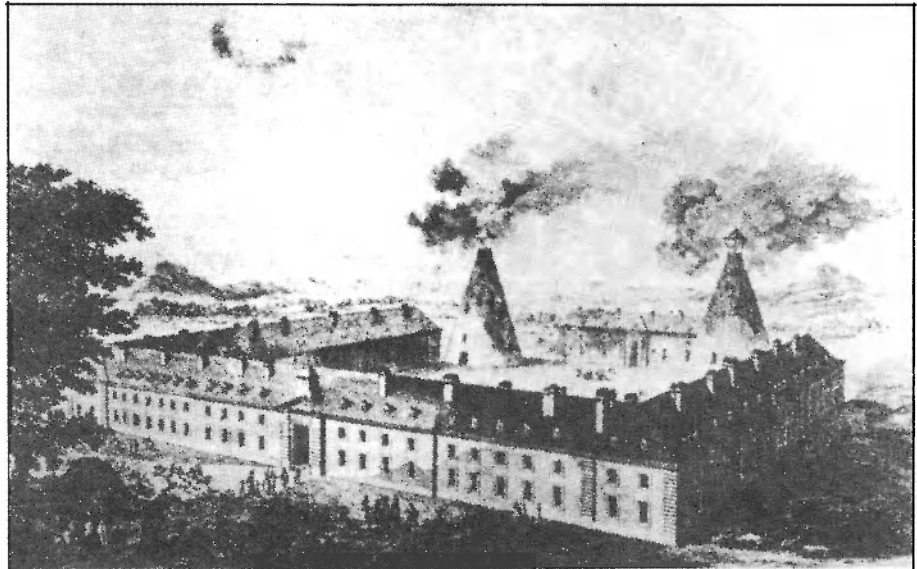
et décadence loire

Loire qui n'est réelle que le plan strictement juridique. Pourquoi alors le groupe Empain-Schneider a-t-il été constitué si chaque société est réellement «autonome». Si, par contre, elle entre dans une stratégie globale, il est juste de venir à son secours en cas de difficulté.

Du côté du gouvernement, à travers la SPEP et Jeumont-Industrie, il a bel et bien été tenté de faire face au chantage au dépôt de bilan, sinon en nationalisant (au sens strict du terme) le groupe Schneider, du moins en cherchant à le contrôler. Mais il est juste de replacer les événements récents dans une perspective plus globale. Il faut se rappeler la lutte non moins acharnée qui opposa vers 1960, les dirigeants gaullistes au

groupe belge Empain après le décès accidentel de Charles Schneider. Dès lors, l'accusation portée aujourd'hui, de «nationalisation rampante» crée un faux débat. En revanche, il semble bien que l'attitude des représentants de Paribas (nationalisé) au Conseil d'administration de Creusot-Loire ait été pour le moins équivoque : ils ont d'ailleurs démissionné depuis. Dans ce contexte, à quoi sert la nationalisation du secteur bancaire ?

En 1769, François de la Chaise consacrait la quasi totalité de sa fortune à l'achat des mines du Creusot. En 1782, François de Wendel devenait actionnaire, avec l'appui de Louis XVI, des Fonderies Royales de Montcenis. En 1836 Eugène et Adolphe Schneider achetaient les forges et les



■ Le château des Schneider au Creusot en 1782.

fonderies. Comme nous semblent lointains ces temps où naissait un capitalisme industriel qui, pour n'être pas rose (sans jeux de mots) se voulait néanmoins créateur de richesses. «L'esprit d'entreprise» signifiant peut-être alors quelque chose, même accompagné d'une âpreté au gain certaine.

Plus près de nous, un dirigeant d'industries comme Boussac, vendant ses haras pour sauver son entreprise, fait déjà figure de dinosaure.

Nous assistons aujourd'hui à une lutte entre un «capitalisme d'Etat», réduit, en ce temps de crise, à gérer les secteurs en perte de vitesse et un capitalisme financier qui n'entend conserver du secteur industriel que ce qui est «rentable», et pour lequel une entreprise ne constitue qu'un pion qu'on sacrifie si nécessaire.

Au milieu se trouvent des hommes, et leur angoisse du lendemain.

Alain SOLARI

■ CHEMINS DU MONDE

le voyage à moscou

L'ombre du «petit télégraphiste de Varsovie» planait sur le voyage de Moscou. Comme son prédécesseur, F. Mitterrand allait-il servir les buts de propagande de l'Union soviétique ?

Beaucoup, parmi les commentateurs et les hommes politiques, estimaient que le Président ne devait pas partir. Pourtant, le voyage à Moscou, même s'il n'a pas modifié les données diplomatiques ni amélioré la situation de Sakharov, est loin d'être négatif. Tant sur le plan de la politique française de défense que pour le long combat en faveur des droits de l'homme. Sur ces deux points, le Président de la République a été d'une remarquable fermeté.

— En ce qui concerne l'autonomie de la force française de dissuasion, toujours menacée d'être comptabilisées avec les Américains et les Soviétiques dans l'arsenal de l'OTAN, F. Mitterrand a rappelé le caractère défensif de la force nucléaire française et insisté sur le fait que «seul peut en user le Président de la République français».

se», M. Mitterrand a en outre déclaré : «chaque fois qu'il est question de notre force nucléaire stratégique, autonomes à l'égard de nos alliés, nous entendons l'être

Jl'égard de quiconque. Ce qui explique pourquoi nous n'avons pas accepté et nous n'accepterons pas que les conditions de notre sécurité soient débattues dans le cadre d'une négociation où nous ne sommes pas, entre deux pays étrangers, fussent-ils amis du nôtre (...) Autonome, la force nucléaire de dissuasion française ne saurait être escomptée dans un camp et donc dépendre du calcul qui nous contraindrait à soumettre nos choix d'armement à l'accord d'autres puissances, seraient-elles nos plus proches alliés».

— Sur la question des droits de l'homme, le Président français est

entré dans le vif du sujet, n'hésitant pas à déclencher un véritable scandale et se faisant de ce fait censurer par la presse soviétique. «Toute entrave à la liberté, a-t-il déclaré, pourrait remettre en cause les principes librement acceptés. C'est pourquoi nous vous parlons parfois de cas de personnes dont certaines atteignent une dimension symbolique (...) C'est le cas du professeur Sakharov et de bien des inconnus qui dans tous les pays du monde peuvent se réclamer des accords d'Helsinki (...) Notre préoccupation, c'est aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (...) Vous connaissez notre désaccord sur l'Afghanistan, ainsi que les questions que nous posons sur le Cambodge...» En conclusion, le Président français a souhaité que les libertés grandissent et non qu'elles soient soudain révoquées, comme cela s'est produit en décembre 1981.»



Donc aucune concession de la part de F. Mitterrand, et aucune récupération possible, de la part de la propagande soviétique, de son voyage et de ses propos. Nul doute que le Kremlin regrette V. Giscard d'Estaing, qui avait bénéficié du soutien soviétique en 1974 et en 1981, et que Moscou fera tout pour s'opposer à l'éventuelle réélection d'un partenaire aussi peu commode. Ce qui n'empêchera pas la droite de continuer à clamer à tous vents que le «socialo-communisme» est au pouvoir dans une «France marxisée».

Y. LANDEVENNEC

**EN JUIN 84
LA FRANCE A CHANGÉ**

p. c. : le déclin

Avec 11,28% de voix aux élections européennes, le «déclin historique» du P.C.F. n'est plus contestable.

«Le processus de déclin historique du Mouvement communiste en France a accompli un pas de plus», cette appréciation d'Henri Fizbin, au soir du 17 juin, n'est pas partagée par tous. Les dirigeants du P.C.F. s'accordent à admettre un «grave recul» de leur parti, mais n'ont jamais retenu l'hypothèse du «déclin historique». La formule, apparue en 1981, avec le sévère échec aux présidentielles, s'est vue renforcée par la suite, au fil des consultations partielles et des élections municipales. Le scrutin des européennes, en enregistrant une nouvelle défaite du P.C., enlève au thème du «déclin historique» toute intention polémique ou partisane : les chiffres montrent clairement et sans conteste le processus de marginalisation dans lequel s'est engagé le Parti communiste. En seulement cinq années, le P.C.F. a perdu presque 10 points (20,6% en 79), on ne peut plus, à ce stade là, parler de simple «recul», mais d'un véritable effondrement, qui ramène le parti aux années de sa création (11,3% en avril 1928, 11,2% en juin 84). Tous les efforts entrepris dès la Libération et sous la Vème République semblent réduits à néant : la régression du P.C.F. le conduit aux origines. Deuxième enseignement de l'analyse électorale : la baisse d'influence du P.C. est générale, elle frappe indistinctement tous les milieux sociologiques, toutes les régions «Au vu de ce scrutin, conclut «Libération», le P.C.F. ne peut plus prétendre à une influence politique véritablement nationale.» Il n'est plus guère permis de parler maintenant d'une «ceinture rouge»; en Seine-Saint-Denis le P.C.F. passe de 37,8% en 1979 à 21,8% aujourd'hui. Durant la campagne électorale, les observateurs avaient noté la faible capacité de mobilisation des militants, le peu de grands meetings tenus par Georges Marchais. Le recul communiste affecte de façon spectaculaire les deux électors les mieux disposés à l'égard du P.C. : les jeunes

(18-25 ans) et les ouvriers. Avec seulement 19% de voix dans cette dernière catégorie, et largement distancé par les listes Jospin et Veil, le Parti communiste ne peut plus se prétendre «le parti de la classe ouvrière». Parmi les étudiants, vivier d'où sortiront les cadres de la société de demain et de son personnel politique, il est hautement significatif que le P.C. ne recueille que 3% d'intentions de vote, selon un sondage paru dans le magazine «L'Etudiant» de juin.

Mais, au-delà des estimations chiffrées toujours sujettes à controverse, il est un effet psychologique aux retombées plus profondes : c'est le trait d'égalité électorale que personne n'omettra de tirer entre le Parti communiste et l'extrême-droite. Certes, les 11% de Jean-Marie Le Pen n'ont pas la compacité des 11,28% de Georges Marchais. Le premier électoralat risque de rejoindre ses attaches originelles, lors d'un scrutin aux conséquences nationales réelles. Il n'empêche que la relégation du P.C.F. et de la droite ultra dans un même pourcentage avoisinant les 10% ne manquera pas d'être perçue, par l'électeur, comme une marginalisation des extrêmes, dont le P.C. serait un pôle. Et puis, quel affront ! Le Parti communiste, grand parti chargé d'histoire, en concurrence avec un groupuscule d'extrême-droite, politiquement méconnu jusqu'alors !

Nous l'avons dit, la direction du Parti refuse de lire dans ses performances électorales l'amorce d'un déclin. Nous l'avons vu, on ne chute pas de 9,32% en cinq ans sans raisons profondes. Néanmoins, les causes conjoncturelles avancées par le P.C. ont joué leur rôle : il est vrai que la dynamique du vote utile a défavorisé le P.C. en 81; il est vrai que l'abstentionnisme a été particulièrement fort dans l'électorat communiste, le 17 juin. Mais on ne pouvait pas, cette fois, arguer du vote utile : les électeurs communistes qui ont



■ Le P.C. n'est plus le «Parti des travailleurs».

rallié en 81 l'électorat socialiste ne sont pas retournés à leur choix premier. Le Parti communiste n'a aucun espoir de les récupérer. Même remarque pour les abstentionnistes de 84 : si l'on sait la fidélité et la cohérence de l'électorat communiste, il est fort probable que le gros des abstentions ne signifie aucunement un «avertissement» à l'égard du Parti, mais l'abandon pur et simple d'une référence politique devenue inopérante, amorphe. D'autant que la campagne du P.C.F. argumentait du vote communiste pour renforcer la gauche et contrer la droite. Il faut bien convenir que l'abstention n'est pas uniquement liée à la conjoncture, pour que cet argument simple et efficace n'ait pas fonctionné. Autre démenti à l'explication conjoncturelle des revers du P.C. : la généralisation de la baisse d'influence. Le Parti recule autant dans les régions touchées par les restructurations industrielles que dans les départements relativement épargnés par la crise. Les conséquences douloureuses de la politique gouvernementale n'expliquent donc pas l'état actuel du P.C.F., comme une approche trop rapide pourrait le laisser penser. Les raisons conjoncturelles ne font que révéler et favoriser des causes profondes, sociologique, idéologique et politique.

Le parti, c'est l'homme. Si l'on veut bien suivre ce précepte - et chaque formation politique se singularise au travers de son leader national - Georges Marchais a une lourde responsabilité dans les défaites de son parti. Ce n'est pas faire injure à l'homme que de constater qu'il ne fut pas en politique brillant, ni même séduisant, en comparaison avec François Mitterrand. Et pourtant, Georges Marchais est un personnage complexe : il ne faut pas oublier qu'il entraîna le Parti communiste dans le renoncement à la «dictature du prolétariat», les chemins de l'Union de la gauche, le ralliement

à la force de frappe, l'abandon de la référence au marxisme-léninisme dans les statuts du Parti... Le même homme rompra en 1977 avec le P.S., se rapprochera de l'Union soviétique, s'engagera violemment dans une campagne anti-socialiste... Le centralisme démocratique exige une concentration extrême du pouvoir. Dans les années 70, cette réalité s'accroît encore plus : le secrétaire général du Parti fait une irruption remarquée dans les *media*, devient rapidement une vedette que se disputent les chaînes de télévision, tellement le taux d'audience est élevé lors de ses prestations. On se souvient des échanges avec Duhamel et Elkabbach, où les journalistes devenaient des partenaires complices. A chaque intervention, le même numéro, qui ravissait les téléspectateurs : colère, indignation, invectives, rigolades, Georges Marchais savait jouer habilement sur un registre très humain, en une période où il suffisait de susciter le rejet protestataire de Giscard d'Estaing. Le phénomène médiatique qu'était devenu le secrétaire général du P.C.F. ne tiendra pas ses promesses : l'échec surviendra, irrémédiable. L'historien Philippe Robrieux en a fourni une explication : la classe ouvrière n'aime pas voir un olibrius la singer. Toujours est-il que l'efficacité médiatique du secrétaire général perdra peu à peu de sa force, le Parti intensifiant parallèlement ses attaques contre les moyens de communication, en une sorte de dépit amoureux. Jusqu'à regretter, en fin de compte, la période d'avant Mai 1981, puisque la télévision actuelle est «pire que sous Giscard». Dans cette optique, l'absence du secrétaire général dans les *media* le soir du 17 juin est particulièrement saillante : c'est bien le candidat Georges Marchais qui porte la responsabilité de l'échec, qui explique en partie cet échec.

Emmanuel MOUSSET

24 juin : une démonstration de force tranquille

Combien étaient-ils ? 850.000 ? 2 millions ? Peu importe. La manifestation du 24 juin qui a rassemblé autour du père Guiber-teau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et de Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, les défenseurs de la liberté d'enseignement aura été une incontestable réussite.

Tant sur le plan de l'organisation, car, en dépit des déclarations alarmistes du premier ministre et de son ministre de l'Intérieur (le 22 juin), il n'y eu aucun débordement, que sur le plan de la mobilisation car, n'en déplaise à Michel Bouchareissas, les personnes qui ont défilé dans les rues de Paris en ce premier dimanche d'été, ne l'ont pas fait à l'appel des partis de droite (qui, dépassés par l'ampleur du mouvement, ont dû se contenter de lui emboîter le pas) mais elles l'ont fait en leur âme et conscience pour défendre une liberté qu'elles estimaient menacée. Quoiqu'il en soit, la balle est désormais dans le camp du gouvernement et plus exactement dans les mains du président de la République. Reste à savoir s'il choisira de la renvoyer ou de calmer le jeu.

L'ERREUR DU GOUVERNEMENT

«Nous avons toujours dit que ce n'était pas une manifestation qui changerait les choses, mais bien l'ensemble d'une mobilisation de l'opinion qui pourrait modifier les perspectives du gouvernement». Cette déclaration du Père Guiber-teau faite à la veille de la manifestation montre, s'il en était encore besoin, qu'un grand rassemblement national ne faisait pas partie de la stratégie des dirigeants de l'enseignement catholique. C'est une erreur d'appréciation de la part de François Mitterrand et de Pierre Mauroy que d'y avoir cru et une erreur tactique que de l'avoir provoquée. En effet les concessions faites par le gouvernement sont davantage le résultat de la détermination et de la mobilisation que de la menace d'une éventuelle manifestation organisée dans la capitale. Car malgré les apparences, nombreux

sont les points sur lesquels les défenseurs ont obtenu gain de cause : le droit des parents à choisir l'établissement de leurs enfants et le contenu de l'enseignement pour ne citer que les plus importants. De plus A. Savary a d'ores et déjà annoncé qu'il envisageait de revoir l'amendement concernant l'ouverture de nouvelles classes maternelles. Cela dit, il est encore des domaines sur

frage universel. Le maintien de l'ordre et l'application des lois sont à la charge du gouvernement. Il n'y faillira pas. Je le dis aux parents qui veulent manifester : lisez les textes, regardez d'où vient l'organisation et enfin ayez le respect et la prudence de laisser chez vous les enfants». Il aurait voulu créer une psychose de l'émeute qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Nous n'avons pas de leçon à donner à M. Mauroy, d'autant que ses jours à l'hôtel Matignon paraissent désormais comptés, mais, quand on occupe la place qui est la sienne il faut savoir garder la tête froide.



■ en partant de la droite : P. Daniel, le Père Guiber-teau ...

lesquels le gouvernement refuse de céder. Il s'agit notamment de la titularisation des maîtres qui sans jamais avoir été acceptée par les partisans du privé, faisait cependant parti du compromis (cf. l'avant-projet de loi) longuement élaboré et bêtement remis en cause le 22 mai dernier. L'erreur est d'autant plus grave pour le gouvernement qu'il va désormais devoir reculer.

Mais Pierre Mauroy semble se complaire dans l'échec et prendre un malin plaisir à faire monter la tension. Nous en voulons pour preuve ses déclarations faites au «Matin de Paris» le 22 juin : «La légitimité appartient à la représentation nationale issue du suf-

LES PARTIS HORS JEU

Il est un autre aspect de cette manifestation sur lequel il faut revenir. C'est cet élément nouveau dans la vie politique française que constitue le refus de se laisser manipuler par l'Etat ou un parti politique quel qu'il soit. Jamais un mouvement politique ou une organisation syndicale n'aurait pu faire descendre autant de Français dans la rue. L'histoire récente le montre, il faut, dans le contexte actuel, un projet véritablement rassembleur pour attirer une telle foule. Toute la différence entre cette manifestation et celle du 25

avril qui a regroupé autour de tous les leaders de la majorité, les défenseurs de l'école laïque se situe à ce niveau et pas à un autre. Les principaux dirigeants de l'opposition présents à la manifestation du 24 juin l'ont bien compris qui y ont participé en leur nom personnel, respectant en cela les consignes des organisateurs. A l'inverse du rassemblement du 25 avril où les gens étaient venus manifester non pas pour l'école publique, mais contre l'existence de l'école privée et pour «bouffer du curé».

L'attitude de l'épiscopat est à cet égard significative, car, sans vouloir servir de caution à certains partis de droite, ils ont tenu selon les propres termes du Père Guiber-teau «à manifester leur solidarité et leur confiance». Montrant dans le message remis aux manifestants que leur combat pour l'école libre s'inscrivait dans un projet global de société : «Nous affirmons que la liberté n'est pas divisible. D'autres enjeux nous provoquent : respect de la vie, liberté d'information, droit au travail, reconnaissance de la dignité et des droits de l'homme et de tous les hommes». De plus pour ceux qui ont trouvé discrète la présence des évêques le 24 juin, il faut noter que sans eux, sans leur présence efficace tout au long des négociations, rien n'aurait été possible.

ET MAINTENANT ?

La grande inconnue réside maintenant dans l'attitude que va adopter le gouvernement car il ne peut plus se permettre le moindre écart. Les premières réactions des dirigeants du Parti socialiste laissent pourtant envisager le pire, se lançant une nouvelle fois dans la polémique au lieu d'essayer de dépassionner le débat. Il reste cependant un espoir dans la mesure où la loi n'est pas définitivement adoptée. Rappelons qu'elle doit être présentée début juillet au Sénat pour pouvoir passer ensuite en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Enfin, si le gouvernement n'a pas l'intelligence de lâcher du lest d'ici là, il restera comme dernier recours la saisine du Conseil Constitutionnel. Peut-être s'agit-il là de la seule solution qu'ait trouvée le président de la République pour se tirer d'affaire en faisant mine de ne pas céder tout en cédant. Il faut avouer que le calcul est pour le moins machiavélique.

Patrice LE ROUÉ

EN JUIN 84
LA FRANCE A CHANGÉ

Au terme - tout provisoire - de notre enquête sur les réalités de l'immigration et de notre réflexion sur le racisme (voir les quatre derniers numéros de «Royaliste») nous ne pouvions manquer de nous interroger sur la nature et sur l'avenir du «phénomène Le Pen». L'actualité nous y contraint d'ailleurs. Avec 11% des voix aux élections européennes, le Front national devient un courant important et inquiétant. Il y a quelques mois, alors que beaucoup cherchaient à se rassurer en analysant les élections de Dreux, d'Aulnay et de La Trinité-sur-Mer comme de simples accidents, nous n'avions pas tort d'écrire qu'il fallait avoir peur de Le Pen...

Il ne suffit pas d'avoir peur. Plus exactement, il faut dépasser ce réflexe premier, qui a tôt fait d'engendrer la haine. Il ne suffit pas non plus d'avoir bonne conscience et d'aller réciter dans les rues les habituelles litanies, en espérant qu'elles agiront comme autant d'exorcismes. Face à la manipulation des passions et des pulsions, les anciennes exhortations restent sans effet. S'impose la nécessité d'une analyse lucide de la nature du phénomène, qui n'est pas seulement le produit des erreurs de la classe politique.

RECHERCHE EN PATERNITÉ

Au lendemain des élections du 17 juin, face à cette percée extrémiste qui a surpris par son ampleur les observateurs politiques, les partis de droite et de gauche, également désorientés, se sont accusés les uns les autres de la paternité de l'enfant aussi inattendu que monstrueux (1). Un bref rappel du proche passé montre que les responsabilités sont en fait partagées.

Certes, les partis de droite ont commis des erreurs politiques et stratégiques. La première fut commise à Dreux par le RPR, malgré les mises en garde lucides et courageuses de Simone Veil et de Bernard Stasi. En accueillant des représentants de l'extrême-droite dans l'équipe municipale drouaise, en envisageant la conclusion de nouvelles alliances avec l'extrême droite «si cela s'avérait hécessaire», le RPR commettait une double faute. La première était ce consentement à la xénophobie que notre journal avait immédiatement dénoncé. Puisqu'un parti parlementaire respectable, et

même prestigieux par ses origines, accueillait des représentants d'un courant ouvertement xénophobe, il n'y avait plus de honte à être raciste, et l'on pouvait voter en ce sens sans se gêner ! Seconde faute, évidente : le RPR, qui était jusque là un obstacle pour l'extrême-droite, lui offrait tout à coup un marche-pied inespéré, qui lui a permis de s'élancer vers de nouvelles conquêtes. Événement spectaculaire, que les *media* ont exploité largement, assurant à Le Pen une notoriété et une popularité croissantes.

Telle fut la cause efficiente, celle qui permit le lancement publicitaire du chef du Front national. Il ne faut pas bien sûr s'en tenir à celle-ci. Ce qui s'est produit à Dreux aurait pu survenir ailleurs, et un notable giscardien aurait tout aussi bien pu présenter au Front national le même marche-pied. Il faut en effet souligner que, dans la France de l'après-mai 1981, le terrain politique était favorable à la diffusion de thèses extrémistes. Là encore, les partis de droite ont joué avec le feu. En faisant croire à la victoire du «collectivisme», en dénonçant sans cesse le «danger marxiste» (bien illusoire comme on le vérifie aujourd'hui) en aiguillant par tous les moyens le désir de revanche, le RPR et l'UDF ont volontairement dramatisé la vie politique tout en se cantonnant dans une action très respectueuse de la légalité. En exploitant les passions, en stimulant tout un imaginaire, l'opposition pensait seulement rassembler très vite les voix nécessaires à sa victoire. Elle ne s'est pas aperçue que la contradiction entre la violence des mots et la sagesse des actes pouvait être résolue par un troisième larron.

le phénomène

L'hémorragie subie par le RPR, et plus faiblement par l'UDF, montre que Le Pen a très habilement exploité la situation. La présentation d'une liste unique de l'opposition et le choix de Simone Veil pour la conduire ont encore favorisé le Front national : le RPR ne pouvait plus développer ses thèmes habituels tandis que les origines et l'action passée de S. Veil rejetaient vers Le Pen les adversaires de l'avortement et les antisémites. Bien entendu, il ne s'agit pas de reprocher à la droite le choix de sa tactique unitaire ni celui de sa tête de liste. C'est antérieurement et sur d'autres plans que sa responsabilité est éclatante.

Quant à la gauche, elle ne peut prétendre avoir gardé les mains pures. Ni le Parti communiste qui s'est rendu tristement célèbre - entre autres choses - dans l'affaire du bulldozer. Ni le Parti socialiste puisque - certains représentants de ce parti n'hésitent pas à le reconnaître - des maires socialistes n'ont pas hésité à favoriser discrètement le Front national afin de nuire à l'opposition. Qu'ils s'en mordent les doigts aujourd'hui ne change rien aux faits. Il est également clair que la politique de l'immigration suivie par le gouvernement a été pour le moins ambiguë. Souvenons-nous du recul sur la question du droit de vote des immigrés, des arguments anti-islamistes utilisés par P. Mauroy lors du premier conflit Talbot, et du silence gêné qui a trop souvent entouré les questions relatives à l'immigration. Comme le souligne Françoise Gaspard, «la campagne des municipales a contribué à approfondir la désillusion. Abandonnant son discours d'avant 1981, la gauche s'est tenue, au mieux sur la défensive. Elle choisit même de se taire quand elle aurait dû parler. Ainsi une brochure informative et documentée, éditée à la fin de 1981 sous l'égide du secrétariat d'Etat chargé des Immigrés, qui avait été tirée à plusieurs millions d'exemplaires, est restée dans les caves du ministère, sur ordre venu d'en haut». (2) Enfin, les manifestations de protestation contre les réunions du Front national pendant la campagne des européennes, loin de desservir J.-M. Le Pen, n'ont fait qu'accroître la notoriété

- jusqu'à le faire passer pour une victime.

Ni les complaisances de la droite, ni l'hypocrisie de la gauche, ni même la mise en spectacle par les *media* ne peuvent totalement rendre compte du phénomène Le Pen. La télévision est un miroir grossissant, mais ce miroir est bien le reflet d'une réalité. Et l'ampleur du succès obtenu par le Front national le 17 juin est sans commune mesure avec le marchandage de Dreux. Il s'est donc passé quelque chose en France, qu'il s'agit de qualifier.

S'agit-il de la renaissance d'une extrême-droite à l'ancienne ? Oui, sans doute. L'itinéraire politique de Le Pen, du poujadisme au Front national, en passant par Tixier-Vignancour, est typique. Ses principaux colistiers (Romain Marie par exemple) sont également très représentatifs de l'extrême-droite classique.



le pen

S'agit-il d'un néo-fascisme ? Il est impossible de poser une telle question puisqu'une réponse affirmative entraînerait un procès. Or, nous le savons depuis l'affaire «Nouvelle Ecole» - un fasciste ou un nazi se reconnaît à ses bottes ou à la couleur de sa chemise. Le Pen ne porte pas d'attirail paramilitaire, donc Le Pen n'est pas fasciste. De même, il est interdit d'écrire que Le Pen est raciste, xénophobe ou antisémite puisque celui-ci affirme le contraire. Le Pen est favorable à l'expulsion des immigrés, ce qui est sans rapport avec la xénophobie. Le Pen dénonce «l'invasion» maghrébine, ce qui n'a aucun lien avec le racisme. Et Le Pen n'est évidemment pas antisémite quand il écrit à Claude Sarraute, du «Monde», «recevez ce petit livre simplet, tout juste bon pour les Dupont-la-peine, les Superdupont, Bitru et autres Français moyens qui ont eu

le mérite de garder ce pays libre pour vous y accueillir.»

Cet aveu mis à part, Le Pen est extrêmement prudent et les dizaines de journalistes qui sont à l'affût ne parviennent pas à le prendre en défaut. Ayant assisté à une réunion du Front national, Gérard Miller, qui avait un voisin très direct dans ses propos, note que «sur la scène, micros ouverts, on jouait au contraire le jeu de la sous-entente, on nageait dans l'ellipse et la dénégation. La salle ne s'y trompait pas qui réagissait au premier signal comme il convenait, sans attendre le contexte. Quand on évoque l'invasion immigrée, à quoi bon d'ailleurs ajouter «à mort» : cela fait inutilement *rétro*, provoque l'émoi des belles âmes, occasionne des démêlés avec la justice...» (3). Convenons donc que le thème anti-immigrés, l'exploitation du sentiment d'insécurité l'anti-communisme et le moralisme agressif (contre les homosexuels notamment) composent un nationalisme autoritaire qui se situe dans la tradition de la droite française. Après tout, Poniatowski et quelques autres, sous le septennat précédent, ont développé des thèmes identiques - le moralisme mis à part. Cela facilite le glissement de la droite «respectable» à l'extrême-droite qui sait se faire respecter et tente maintenant de se faire reconnaître comme la «vraie» droite. Reste à comprendre les raisons de ce glissement et la popularité croissante de Le Pen auprès d'un public qui ne se considérait pas comme d'extrême-droite et qui ne se définit pas nécessairement comme tel en votant pour le Front national.

UN TERRAIN FAVORABLE

Si Le Pen, militant typique de l'extrême-droite, parvient aujourd'hui à rassembler sur son nom 11% des voix, c'est d'abord parce qu'un certain nombre de barrières politiques et idéologiques ont sauté ces dernières années. Ainsi, la «Nouvelle droite», est parvenue à banaliser le thème anti-égalitaire et à faire passer dans un large public les thèses de la sociobiologie. De même la tentative «révisionniste» de Faurisson a jeté

un doute sur la réalité de l'extermination des Juifs, tandis que la Résistance était tournée en dérision au cinéma et dans une certaine presse, et récemment salie par la campagne de Me Vergès. Bien sûr, Le Pen se garde de reprendre les thèses eugéniques et n'a rien à voir avec les thèses «révisionnistes». Mais il opère sur un terrain préalablement préparé et qui lui est favorable dans la mesure où les mots qui sont utilisés pour le disqualifier (racisme, xénophobie, extrémisme de droite) n'entraînent plus comme dans un proche passé une réaction automatique de rejet. La propagande contre les immigrés peut donc devenir le signe d'une volonté «nationale», l'expression du «patriotisme» même et... la solution à la crise économique.

Si ce nationalisme primaire peut s'affirmer aujourd'hui, s'il peut se fonder sur le rejet des étrangers et sur le culte des «valeurs patriotiques» (armée, résistance au communisme) c'est surtout parce que le gaullisme a disparu. Patriote incontestable, le général de Gaulle avait dépassé le nationalisme traditionnel : incarnation de la Résistance, défenseur de l'indépendance nationale, il était en même temps le Président d'une France généreuse (l'aide au tiers monde), le défenseur de la liberté des peuples, l'ami des nations africaines. Même s'il était contesté dans sa politique, le général de Gaulle donnait à l'ensemble des Français des *certitudes* sur l'existence de la France (et leur permettait d'oublier leur attentisme pendant l'Occupation) maintenait un *lien* entre les diverses composantes politiques de la nation (dont les responsables étaient issus de la Résistance), proposait un idéal de *grandeur* exempt de démesure, redonnait au pays sa place dans le monde, et lui assignait une mission de liberté et de justice. Le général de Gaulle disparu, ces certitudes ont été atteintes, ce lien s'est défait, cette idée de la France a été oubliée ou caricaturée. Parce que la France n'était plus assurée d'elle-même et de situation dans le monde, parce que son symbole vivant (est symbolique ce qui rassemble) avait disparu, la régression nationaliste devenait possible.

La crise générale de la société française lui offrait les conditions d'un rapide succès. L'Etat étant incertain de lui-même, la France connaissant une grave crise d'identité, génératrice de peurs et d'angoisses multiples, les «idées»

de Le Pen pouvaient rencontrer celles des Français les plus touchés par les bouleversements économiques, moraux et sociaux engendrés par la modernité. C'est en effet la France moderne qui vote pour Le Pen plus que la France traditionnelle, les Français des villes plus que ceux qui vivent encore dans un cadre rural. D'où le caractère redoutablement efficace de la propagande du Front national : la haine de l'émigré bouc-émissaire semble offrir une nouvelle possibilité d'identité «nationale»; le thème de la sécurité offre un réconfort psychologique, la dénonciation des homosexuels, des chevelus, des gauchistes, se présente comme un ressourcement moral, après tant d'années de «révolution sexuelle», de «subversion» et d'effondrement des valeurs. Dans un pays incertain de ses références politiques et morales, la mixture présentée par Le Pen agit comme une véritable drogue, excitante et apaisante à la fois.

Les discours antifascistes de la gauche et les manœuvres politiques de la droite ne sont manifestement pas capables de combattre cette habile manipulation des fantasmes et des angoisses. Le Front national et son chef semblent donc promis à un succès croissant, ou du moins à la captation durable d'une part de l'opinion publique. Le pire n'est pourtant pas certain. Malgré son efficacité, le discours de Le Pen est purement négatif : il peut faire plaisir, il peut apparaître neuf dans sa contestation face aux messages usés de la classe politique, il peut, comme le 17 juin, attirer un vote protestataire qui allait autrefois vers le Parti communiste. Mais l'absence de tout projet politique, l'absence surtout de toute mythologie «positive», empêchent le Front national de se présenter comme une véritable alternative, de faire croire qu'il est le Salut (4). Tôt ou tard, la régression nationaliste autoritaire apparaîtra pour ce qu'elle est : une illusion et une impasse. Le plus tôt sera le mieux.

B. LA RICHARDAIS

(1) Monstre signifie «ce qui se montre» comme le sait l'avocat du Front national.

(2) Françoise Gaspard : «La fin des immigrés» (Le Seuil).

(3) «L'Ane», mai-juin 1984. Intéressante photo du «retour du refoulé» lors d'une manifestation du Front national.

(4) Voir l'entretien accordé par Edgar Morin dans le numéro de «Cité» à paraître pour la rentrée.



le Maurras de P. Boutang :

(III) la politique

Avec la politique, je suis bien conscient d'atteindre le domaine où nous sommes attendus au tournant, Pierre Boutang et nous.

Notre ami nous faisait récemment l'honneur d'avoir contribué à le lancer dans ce grand ouvrage, à cause de la distance que nous avions prise avec le fondateur de l'Action française. C'était une raison de plus de reconsidérer cette œuvre, de la juger autant que possible dans sa genèse, ses grands moments et sa trace dans l'histoire. Je pense que tous, amis ou adversaires, lui reconnaîtront le mérite d'avoir restitué l'intention de Maurras. La difficulté pour beaucoup sera d'admettre qu'il n'y ait pas eu dérapage, ou au vu de certains dérapages que l'intention elle-même n'ait été «gauchie».

Cette intention, Pierre Boutang la résume en une phrase d'une étonnante densité : «*Maurras a éclairé les routes de ce siècle-ci en prouvant que le premier acte fondateur de l'Intelligence doit être le discernement du spirituel et du politique, la reconnaissance de leur relation de réciproque dépendance - ici la fin et là une condition nécessaire - et en pratique leur alliance dans l'Idée et la Personne du Roi.*» Voilà qui est d'une évidence criante, si l'on consent à reparcourir d'un seul regard l'ensemble de l'œuvre. Et pourtant, voilà ce que se sont acharnés à contester un grand nombre d'adversaires qui n'étaient pas médiocres puisqu'on reconnaît parmi eux ce Maurice Blondel qui fut un ami et puisqu'ils reçurent le renfort de Bernanos dans son registre à lui. Il faut reconnaître pourtant qu'il y avait de bonnes raisons de se méprendre.

Il y a d'abord le soupçon : ce jeune provençal qui perd la foi, ne sort de l'épreuve du nihilisme que par la grâce d'un hellénisme qui gomme l'héritage chrétien et qui retrouve la politique par la voie positiviste (Comte, Renan, Taine)... il paraît rentrer sans discussion dans la «dix-neuvièmité» épinglée avec quel bonheur et quelle verve par Philippe Muray !

D'ailleurs ce dernier qui ne le connaît que par ouï-dire y va joyeusement : avec Feuerbach, Hegel et les sus-nommés, Maurras est joint sans autre forme de procès au cortège de l'humanisme athée qui accompagne le dernier pape dans son définitif exil. Et bien non, justement ! C'est tout le contraire. Le Maurras qui doute de tout, empêtré dans les distinctions spécieuses entre christianisme et catholicisme que la pseudoscience de l'époque lui impose (Renan ou Loisy) ne se laisse même pas prendre à l'insipide distinction comtienne du temporel et du spirituel parce qu'il ne reconnaît de spirituel que dans le pape de Rome, l'Eglise institution, ses dogmes, sa morale et ses saints. L'antithèse même de la «dix-neuvièmité». Il est trop facile de refuser ce christianisme sans la foi. Il ne sonne pas creux. Il est au centre même de la réflexion politique dont il nous faut, en conclusion, tenter de retrouver les grandes articulations et comprendre les inflexions dangereuses en sachant pas avance que c'est l'ignominie du siècle qui les a le plus souvent imposées.

Au départ de l'engagement politique, il y a évidemment la France, dont la théorie a été projetée, mais le caractère forcément singulier de l'objet interdit trop de discours. Pierre Boutang expliquera pourquoi, lorsque lui-même, développera sa pensée en prolongement. C'est plutôt un sentiment d'appartenance à cette réalité contingente qui nous fait comprendre son sens intimement lié à la naissance. Et cette dernière, contrairement à ce que dit Marc Beigbeder, n'a rien à voir avec la génétique. La nation est une communauté historique dont le lien concret, charnel avec la patrie ne doit pas estomper la nature, d'abord spirituelle. C'est la gratuité pure de l'accès à l'héritage assuré par la naissance qui donne à l'appartenance nationale son

contenu éthique; et rien d'autre. Qu'il y ait eu des dérives, que des théories nationalistes ou nationalitaires aient promu les nations au statut d'idoles est chose trop certaine pour que le soupçon ne soit pas permis, mais en 1939, Maurras pouvait rappeler non sans arguments que le racisme était son «vieux ennemi intellectuel».

L'objection immédiate du lecteur contemporain est trop évidente pour qu'on ne l'examine pas avec toute la gravité nécessaire. Pourquoi l'antisémitisme dit d'Etat et des fatales conséquences cruellement sensibles dans la législation de Vichy a-t-il été obstinément défendu par le vieil antidreyfusard ? Historiquement, la réponse est facile, pourvu qu'on se réfère directement aux textes, en particulier les plus anciens, ce que fait Pierre Boutang en allant rechercher dans la «Gazette de France» l'origine de ce combat acharné. Mais elle ne saurait satisfaire. Le sentiment de Maurras acquis pendant l'affaire Dreyfus était que les juifs préféraient l'intérêt des leurs à l'intérêt national, quel qu'en fut le prix. Cela l'avait coupé de ses liens avec la communauté juive et fait réserver son amitié aux juifs «bien nés», tel Pierre David qui avait héroïquement prouvé sa qualité de Français. Impossible, ici de démêler l'écheveau compliqué de l'affaire. Les pièces que Boutang verse au dossier, particulièrement le témoignage de Daniel Halévy, sont pourtant capitales. Si l'on y ajoute «Notre jeunesse» de Péguy, on conviendra que les causes sont mêlées, entremêlées, que les meilleurs dreyfusiens ont condamné leurs alliés comme des traîtres ayant perverti leur «mystique» et que si l'on doit faire des objections à l'attitude de Maurras, il n'est pas permis de dire n'importe



quoi, comme on ne s'est pas privé de le faire. Mais la question ne peut être éludée : la querelle d'un moment justifiait-elle un rejet définitif, des thèses irréformables ? Tout s'est passé comme si le fondateur de l'A.F. s'était définitivement crispé dans son attitude butée, sans que rien ne puisse l'ébranler.

Pourtant, il était trop sensible pour ne pas comprendre certaines choses. N'écrit-il pas en pleine occupation : «*Certaines protestations collectives juives, faites de l'intérieur d'un pays qu'ils habitent encore, sont souvent imprégnées d'un sentiment de tristesse émouvant, exprimées avec dignité et même conçues avec un souci de justesse et desmesure dont ne les croyait pas capables.*» La pointe finale n'abolit pas le constat, pas plus que cette citation reprise de Pie X et qui ne reflétait pas précisément la doctrine de Goebbels : «*L'Eglise juive, c'est maman ! Elle a mal tournée ? C'est Maman ! Tout de même.*» (A.F., 30 sept. 1941). Ce qui est grave, c'est qu'il n'ait pas senti à quelles injustices et quelles ignominies menait la législation de Vichy. Simone Weil chassée de l'Université ! Surtout que sa méfiance l'ait conduit systématiquement à sous-estimer les risques de la persécution entreprise par Hitler, alors que dès le départ il avait parfaitement cerné la folie criminelle du nazisme.

S'il est un «péché» maurrassien ou d'Action française, je ne crois pas que ce soit celui désigné par mon ami Jean-Maurice de Montremy dans «La Croix» qui évoque la troisième tentation au désert, mais plutôt un certain endurcissement du cœur dont l'excuse est parfois l'excès d'épreuves. Quand de Gaulle affirmait que «Maurras était devenu fou, à force d'avoir raison», il n'était pas loin de la vérité psychologique qui explique beaucoup d'attitudes durant la dernière guerre mondiale. Le chatiment s'exprime dans le fait que l'endurcissement se soit communiqué à tant de disciples qui privent ainsi une pensée infiniment plus complexe qu'ils ne le laissent croire de l'avenir et des corrections qu'elle mérite.

Je me suis attardé sur un point capital et douloureux, mais qui ne doit pas occulter le reste, c'est-à-dire une certaine doctrine du pouvoir, de ses rapports avec la société civile, sans oublier par quoi nous commençons, le discernement du politique et du spirituel. Cette doctrine même est contestée et rejetée en ce sens qu'elle serait

fondée sur le refus de la démocratie. Autant Pierre Boutang a marqué ses réserves ou ajouté des précisions dans les questions souvent importantes, autant il semble faire sien la critique maurrassienne de la démocratie. J'ai peur que son lecteur, malgré une dialectique forte, ne la comprenne pas, faute d'éclaircissements. Il faut convenir qu'entre la période IIIème République où se déploya cette critique et la nôtre, des glissements qui ne sont pas seulement de forme se sont produits dans le langage politique. L'auteur le sait mieux que quiconque qui n'a cessé de louer le général de Gaulle d'avoir imposé le concept de légitimité dans les esprits. Surtout, le caractère nécessairement monarchique de l'Etat n'est plus nié que par quelques retardataires rebelles à l'évidence. La nouveauté c'est qu'il n'apparaisse plus incompatible avec la notion de démocratie. L'exemple espagnol a même montré leur extrême solidarité. Comment n'en pas tenir compte ?

Le rôle de contrôle du Parlement est ici, au fond, secondaire, à condition qu'un équilibre rende possible son dialogue avec le monarque. Par contre, le problème le plus grave tient à une question de civilisation. Plus encore qu'au temps du discours préliminaire de l'«Enquête sur la monarchie» (grâce à Boutang, j'ai relu la discussion de Maurras avec l'historien italien Ferrero qui porte sur le lien entre démocratie et droit), la démocratie apparaît comme le régime de l'Etat de droit, des libertés, et d'une façon générale l'antithèse du totalitarisme moderne. Or la difficulté pour les arguments maurrassiens de 1924 c'est qu'ils sont largement acceptés par les «démocrates» eux-mêmes, pour qu'ils n'atteignent en rien la démocratie. Il faut une autorité apte à son objet, le lien commun ? Evidemment ! La source du droit est au-delà du comptage des suffrages ? Plus vrai que jamais. Toute la discussion contemporaine sur les droits de l'homme se développe désormais hors de la vieille rhétorique républicaine, celle du Contrat social, du laïcisme agressif (malgré ses soubresauts) et *a fortiori* du mythe de la Révolution. La postérité «maurrassienne» qui ne tiendrait pas compte de cette évolution risque d'être incomprise et rapidement odieuse, considérée comme complice des tyrannies policières (ce qui est d'ailleurs malheureusement le cas), étrangère à la réflexion moderne pour le

moins. Ce serait d'autant plus dommageable qu'elle a beaucoup à apporter.

Il faut rendre cette justice à Bernanos qu'il avait parfaitement vu le dérapage d'une doctrine qui réagissant contre la faiblesse de l'Etat, est portée à soutenir les régimes autoritaires contre les démocraties. Sans le garde-fou maurrassien, la pente aurait pu être fatale. Elle est toujours menaçante. S'en prendre à la démocratie comme au mal et à la mort, sans plus de discernement, c'est grave, c'est parfois mortel. En revanche, ce que la pensée contre-révolutionnaire présente, grâce à Maurras, d'éclairant ne saurait non plus être occulté sans péril. Je parle d'une pensée, qui évidemment est allée au bout d'elle-même, rejetant les scories que Boutang a désignées au passage. Dépassant le moment où elle s'engageait sans merci contre l'héritage de l'Encyclopédie, de Rousseau, d'une certaine dérive romantique et de la république panthéonienne et s'en trouvait elle-même marquée en retour par une certaine symétrie de langage et de logique, elle peut apporter un correctif nécessaire et urgent au libéralisme qui à nouveau s'empare des intellectuels.

Il m'est arrivé de m'intéresser à Soloviev, ce philosophe et théologien russe qui a donné une forme particulièrement brillante et convainquante à la doctrine sociale traditionnelle. Lorsque j'évoque sa pensée trinitaire sociale, j'y retrouve la dialectique maurrassienne du roi, de l'intelligence (qui signifie aussi le spirituel) et des libertés, ou républiques (ce qu'on appelle encore société civile). Cette dialectique est rigoureuse, elle ne saurait faire l'impasse sur aucun de ses trois termes, sous peine de laisser place soit au totalitarisme, à l'anarchie ou même encore au nihilisme matérialiste. C'est pourquoi, l'entreprise de «L'Avenir de l'Intelligence» dans son plein développement est salutaire. Elle seule, parmi les théories modernes a vraiment fait place au sein du corps social à ce qui rappelle les fins de l'homme, contre toutes les tyrannies et idoles qui empêchent les peuples de répondre à leur vocation au sein du chœur universel. C'est l'intention vraie d'une œuvre, celle qui à tout prix doit être sauvée.

Gérard LECLERC

Pierre Boutang -Maurras, la destinée et l'œuvre- Plon. Prix franco : 135 F.

quand nos lecteurs ont la parole

DE QUOI LA LAICITÉ EST-ELLE LE SUMMUM ?

Nous avons reçu un aimable mot de M. Michel Bouchareissas :

«Cher Monsieur Leclerc,

Je me garderai bien de vous contester en quoi que ce soit le droit de ne pas partager mes convictions, ni celui de les critiquer...

A la lecture de vos deux articles dans «Royaliste» (N° 404), je souhaiterais vous faire remarquer que seul le metteur en page de «L'Unité» me fait dire que «la laïcité est le summum de la pensée humaine». La lecture attentive du texte de l'entretien vous indiquera que j'ai parlé de «conscience» (et je maintiens), non de «pensée» (ce qui n'aurait pas de sens).

J'espère que vous ne verrez aucun signe de «nauffrage d'une tradition idéologique sectaire» dans cette précision. Merci d'en tenir compte.

Cordialement.

Michel Bouchareissas»

Mes contacts professionnels avec le Secrétaire Général du CNAL ont toujours été excellents et j'ai toujours trouvé en lui honnêteté et générosité qui vont de pair avec sa foi laïque. Toutefois, la précision qu'il nous donne quant à sa pensée ne me rassure pas : prétendre définir un summum de la conscience me paraît plus périlleux que se targuer d'un summum de la pensée. Gérard Leclerc

BELGIQUE D'ABORD !

Alain Solari a rendu compte dans Royaliste» (406) du pamphlet d'un certain Claude de Groulart intitulé «Vous avez dit Belgique ?»

J'ose croire que votre rédacteur s'est laissé abuser par cette lecture travestissant et l'Histoire et les réalités belges mais qu'il ne s'agit pas là d'une position «officielle» de la N.A.R.

En effet, de Groulart fait partie de cette bande d'excités wallingants qui, au mépris de la réalité historique, veulent insuffler artificiellement une vie au mythe Wallonie. Car, face à l'Histoire, il s'agit bien d'un mythe en temps qu'entité politique. Le concept wallon apparaît très tardivement et les régions que certains politi-

ciens avides de prébendes voudraient voir ériger en un Etat n'ont jamais eu la moindre histoire commune.

Seule la principauté de Liège, à l'histoire millénaire, peut se targuer, au sein de la Belgique actuelle, d'avoir eu une longue existence homogène et indépendante. Mais les terres qu'elle administrait s'entendaient du nord de la France à la Meuse Hollandaise et voyaient cohabiter des populations latines comme germaniques. Cet Etat puissant n'est donc pas un ancêtre de la communauté francophone de Belgique.

Enfin, relevons que la paradoxalement francophile Liège dut subir, outre les trahisons de Louis XI, un protectorat bourguignon au XVème siècle (le Téméraire rasant entièrement Liège en 1468). Les bontés françaises perdurèrent à la Révolution puisque la République annexa Liège en 1794, la traitant en pays conquis. Sans parler des folies napoléoniennes pour lesquelles nous fûmes forcés de saigner... ni de la vision «impérialiste» de son neveu sur le sujet

Alors, comment ne pas réagir, lorsque Solari, se faisant l'écho de de Groulart, parle «d'accident de l'histoire (1815) qui empêcha les Wallons de demeurer français.»

Mais nous ne sommes pas Français !

Bienheureux «accident»... Nous n'avons jamais été français (c'est 1795/1815, l'accident !)

Et nous ne voulons pas le devenir !

Il est piquant de lire de Groulart relever naïvement que les Wallons ne sont pas très chaud pour l'annexion. Mais c'est parce que le peuple, avec bon sens, ne veut pas participer aux multiples soubresauts républicains de nos chers voisins, ni à leurs éphémères «régimes».

Malgré la crise économique, malgré les Flamands présentés comme de grands méchants loups, le Wallon sait bien, sent bien, qu'il fait meilleur vivre dans une Belgique où la liberté n'est peut-être pas inscrite sur une devise - à l'ombre de casques de CRS - mais où elle est ressentie jusque dans chaque instant de la vie quotidienne.

Christian Libens
(Belgique)

l'envers de l'éperon

Il y a des livres de piétons et des livres de cavaliers. Le roman de Michel Bernanos ne doit pas seulement à son titre d'être un livre de cavalier.

L'intrigue en est simple, d'une simplicité vieille comme les hommes : Nicontina, tueur professionnel d'un notable du sertão brésilien, doit venger l'honneur de son maître, dont le jeune fils a été publiquement giflé. A lui de retrouver, et de tuer, l'insulteur. Lequel, Joaquim, n'est autre que son propre frère cadet, et son ancien disciple.

Nicontina monte en selle, et part à sa recherche. Son frère l'attend. Des fleuves aux montagnes, des marécages au désert, affrontant le soleil et le froid et toutes les bêtes de l'enfer, ils joueront à s'éviter en se poursuivant. « L'éperon » est un défi à la peur, à la mort, une chance à courir et à laisser à son adversaire. Le préfacier du livre, homme très savant, parle du Bien et du Mal, de l'éveil d'une conscience morale et d'autres choses splendides. Il s'agit pour lui d'une sorte de leçon appliquée d'épicurisme panthéistique, entre Zola et Valéry. C'est possible, et sans grand intérêt. Cette jungle à la douanier Rousseau, cette ville de chercheurs d'or abandonnée, avec son théâtre de marbre rose et son gé-

néral équestre à bicornes, livrés aux lianes et aux insectes, sont un décor : ils existent et n'existent pas, comme le monde, comme la vie, comme toutes choses éternellement indécises entre veille et sommeil. Manquer à l'honneur, est-ce « l'envers de l'éperon » ? Cet honneur exige-t-il le fratricide ? Ce sont là questions d'une préface. Nicontina débusquera finalement son frère, dans la ville morte embrasée, et le tuera - en étant tué par lui.

Partagé entre l'insolence et le respect, l'application et la sécheresse - mais la sécheresse, ou la simplicité du trait, prévaut, et emporte tout - ce roman, encore une fois, est une histoire de cavalier. Son héros, Nicontina, « a toujours pris le parti de la fatalité ». Ne pas se dérober : la loi de l'éperon, reconnue tacitement et acceptée depuis toujours, l'impose, dont le dernier mot, au moment de tuer et d'être tué, est : « salut », dans un sourire.

Philippe BARTHELET

Michel Bernanos - L'envers de l'éperon - Ed. La Table Ronde, 1983, prix 76 F franco.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

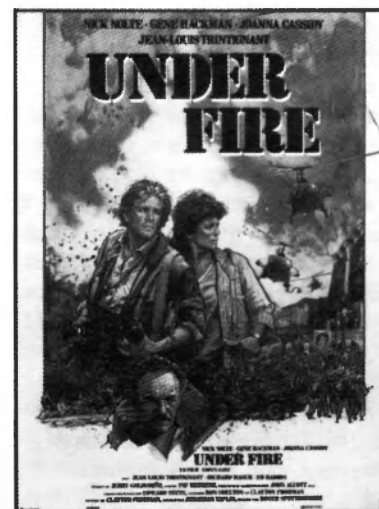
profession reporter

En 1979, dans un Nicaragua au bord de la guerre civile, trois journalistes américains traquent voire provoquent l'actualité.

Les objectifs et les enjeux diffèrent selon la personnalité de chacun d'eux. Aventurier, baroudeur, photographe de renommée internationale, Russel cherche à réaliser des photos-choc qui feront frémir dans les paisibles foyers du monde industrialisé. Envoyée spéciale d'une grande station de radio, Claire n'a qu'un seul but : informer le plus objectivement possible. Enfin, correspondant du « Time-magazine », Alex souhaite, par sa présence au Nicaragua, donner un nouveau coup de pouce à sa carrière. Mais leurs idéaux neutralistes au début du film s'estompent peu à peu et leur engagement auprès des sandinistes les amènent à se remettre en question : sont-ils véritablement libres d'informer ou bien sont-ils de simples pions manipulés par l'un des camps contre l'autre ?

Ce scénario efficace, au service d'un film captivant et intelligent, sert de prétexte à une réflexion sur la profession de reporter et la pratique photographique. « Tous les arts, écrivait André Bazin, sont fondés sur la présence de l'homme ; dans la photographie seule, nous jouissons de son absence ». Ceci est particulièrement vrai pour les photos de magazine (comme celles que l'on trouve chaque semaine dans « Paris-match », « V.S. D. »...) dans lesquelles l'instance d'énonciation (le photographe) disparaît derrière l'énoncé (la photographie). Dès lors rien ne sépare plus l'objet du regard (ce que représente la photo) du sujet regardant (le lecteur : voyeur avide de sensation forte). Or l'intérêt essentiel de ce film est de réhabiliter le photographe dans sa dimension humaine. Derrière le reporter peut parfois se dissimuler un homme qui, au moment de l'acte photographique, finit par éprouver des problèmes de conscience.

De ce point de vue l'évolution de Russel est significative. Au début du film, muni de son appareil, il attend, caché derrière une barricade qu'un sandiniste se fasse descendre par les soldats de Somoza, alors qu'il pourrait le prévenir et



par là même le sauver. Mais il préfère ne pas intervenir et faire sa photo. A un membre du FSLN qui lui demande quel parti il prend, il répond : « aucun, je prends des photos ». Une photo n'est jamais innocente : elle est une preuve, elle désigne, elle montre et dans le cas présent, les photos de Russel vont permettre aux hommes de main de Somoza de reconnaître des opposants et de les assassiner. Puis, petit à petit, Russel, prend conscience du rôle qu'on lui fait jouer et, de simple spectateur, il devient acteur et même metteur-en-scène. En effet, par la publication d'une photo plus ou moins honnête, il parvient à faire croire à Jimmy Carter, prêt à fournir des armes à Somoza, que le principal opposant à la dictature militaire est encore vivant (alors qu'il vient d'être abattu). Second élément qui sera déterminant dans le désengagement du gouvernement des Etats-Unis : l'assassinat d'Alex auquel Russel assiste impuissant, l'œil rivé à son appareil. L'opinion américaine scandalisée par la photo reproduite dans la presse réagira et avec elle son président.

Fiction ou réalité ? Souvenez-vous du document projeté aux actualités télévisées qui montrait un garde de Somoza assassinant de sang froid un journaliste.

Nicolas PALUMBO

profiter des vacances préparer la rentrée

La période des grandes migrations estivales des Français est commencée et, comme chaque année, «Royaliste» va suspendre sa parution normale qui ne reprendra que le 18 septembre. Cela ne veut pas dire pour cela que nous allons nous mettre en vacances (nos bureaux resteront ouverts tout l'été) mais nous comptons bien mettre à profit ce répit pour faire le bilan de notre action et préparer activement la prochaine rentrée. Les travaux de notre Conseil National qui s'est réuni les 23 et 24 juin ont d'ailleurs été largement orientés en ce sens et plus particulièrement sur la perspective des échéances électorales à venir.

Période de réflexion, mais aussi période privilégiée pour faire connaître notre journal. Les vacances représentent en effet un moment particulier où les Français changent leurs habitudes, sont moins assaillis par leurs soucis quotidiens et, l'expérience le prouve, sont finalement beaucoup plus réceptifs à la découverte d'idées neuves. C'est pour cela que nous avons spécialement conçu notre numéro «spécial-vacances» qui paraîtra dans quinze jours. Ce numéro

fera l'objet d'une mise en kiosques très importante dans tous les lieux de villégiature, mais les meilleurs propagandistes pour le journal sont encore nos lecteurs habituels, et c'est sur eux que nous comptons pour assurer à ce numéro spécial une audience exceptionnelle. (un barème de prix particulièrement bas doit permettre à chacun de nos lecteurs de participer à cette opération).

Les mois d'été représentent aussi pour nous une période délicate sur le plan financier. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé une souscription «Eté 84» par une lettre adressée à tous nos abonnés. Nous souhaiterions que s'associent à cette souscription tous nos autres lecteurs connus ou inconnus afin de nous aider à franchir ce cap difficile (la liste des amis ayant répondu à notre appel sera publiée dans notre numéro du 18 septembre).

Yvan AUMONT

*Tarif d'achat du numéro «spécial-vacances» 5 ex. : 30 F - 10 ex. : 50 F - 20 ex. : 85 F - 50 ex. : 190 F

* Pour la souscription : versement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris, en précisant : «pour la souscription Eté 84».

● STAGE TECHNIQUE DE FORMATION DES ANIMATEURS

Il aura lieu en Bretagne les 8 et 9 septembre. Nous souhaitons y voir venir tous ceux qui, à un titre ou à un autre, participent (ou participeront...) aux activités de nos cellules et sections et bien entendu tous ceux qui envisagent une action pour les législatives. Ce stage est spécialement orienté vers les techniques de communication (entraînement vidéo - rédaction de communiqués - organisation de réunions - relations avec la presse, etc...). Toutes les personnes intéressées sont priées de nous prévenir dès maintenant afin que nous puissions leur communiquer, en temps voulu, les renseignements nécessaires.

● JOURNÉE D'ÉTUDES SUR L'ENTREPRISE

Elle s'adresse surtout à ceux et à celles qui ont une expérience concrète dans ce domaine ou une formation micro-économique. Elle aura lieu le 14 septembre à Angers.

● POUR CONSERVER VOTRE COLLECTION de ROYALISTE

Nous tenons à votre disposition des reliures pour la collection du journal pouvant contenir 52 numéros. Reliure pleine toile bleue avec inscription or «Royaliste».

Prix à nos bureaux 40 F
Prix franco 55 F

COMMUNIQUE DU 18 JUIN 1984

Comme toutes les formations démocratiques, la Nouvelle Action Royaliste s'inquiète de la poussée d'une Extrême-droite qu'elle n'a cessé dénoncer, sans cependant participer à des manifestations de rue politiquement et stratégiquement injustifiées.

Elle constate sans surprise la défaite d'un Parti communiste totalement discrédité et le nouveau recul du Parti socialiste.

La N.A.R. n'ose plus espérer l'abandon par ce dernier des discours usés, des attitudes sectaires et des combats d'arrière-garde par lesquels il s'autodétruit. Elle n'ose plus espérer que l'opposition de droite abandonne son attitude démagogique pour devenir paisiblement constructive.

La N.A.R. souligne enfin que les élections du 17 juin expriment une indifférence ou un désaveu massif à l'égard des formations parlementaires traditionnelles.

Ajoutés à l'impasse politique, l'insuccès économique et la crise de la société française font aujourd'hui redouter le pire. Il appartient au Président de la République de tout mettre en œuvre pour l'éviter.

• diffusez le numéro
"spécial-vacances" !
• participez
à la souscription !

royaliste ♦

SOMMAIRE :

- Grandeur et décadence de Creusot-Loire, page 2
- Le voyage à Moscou, page 3
- P.C. le déclin, page 4
- Une démonstration de force tranquille, page 5
- Le phénomène Le Pen, pages 6-7
- Le Maurras de P. Boutang, page 8
- Quand nos lecteurs... page 9
- L'envers de l'épéron, Profession reporter, page 10
- Action royaliste : 11
- Editorial, page 12

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :
.....
.....

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

réactions

Entre le résultat des élections européennes et l'immense manifestation du 24 juin, une relation profonde existe, qui ne tient pas seulement à la succession rapide des événements, ni même à l'embaras du gouvernement devant le double avertissement des urnes et de la rue.

Aussi différents soient-ils dans leur nature, les événements de la seconde quinzaine de juin traduisent la crise de la société française et expriment, de façon contradictoire, des tentatives de recomposition de cette société.

CRISE DE LA GAUCHE

Les partis de la gauche sont les principales victimes politiques de cette crise. La violence propre de l'économie et l'utilisation des techniques nouvelles provoquent des phénomènes de dislocation sociale : la classe ouvrière, peu à peu privée de ses outils et de ses « forteresses », perd sa mémoire, ses traditions et son identité ; plus vaste, le « camp des travailleurs » éclate en corporatismes tandis que les organisations syndicales se contentent trop souvent de la défense des droits acquis. Tandis que la gauche perd sa « base sociale », l'idéologie dominante, fondée sur un marxisme plus ou moins sérieux, achève de s'effondrer. La faillite du modèle soviétique et de ses dérivés, Soljénitsyne, Walesa et les résistants afghans ont détruit la grande mythologie qui, pendant soixante ans, a fasciné des générations d'intellectuels, d'étudiants et de travailleurs. Parce qu'il a nié l'évidence, parce qu'il est resté complice de l'Union soviétique, parce qu'il n'a pas senti combien le monde changeait, le Parti communiste est entré dans une crise mortelle, encore accélérée par la disparition progressive du peuple communiste et par la victoire de F. Mitterrand. Le scrutin du 17 juin a montré que son cas était désormais désespéré.

Quant au Parti socialiste, il subit l'épreuve du pouvoir qui a révélé la désuétude de son projet, l'archaïsme de sa doctrine, l'inadaptation de son discours à la politique présidentielle. Abandonné par les intellectuels, par la jeunesse et par les classes moyennes, obligé de soutenir une politique qui lèse les intérêts de sa clientèle, il se complait dans des combats d'arrière-garde, dans le ressassement ou la régression idéologique, sans s'apercevoir qu'il perd peu à peu contact avec la réalité sociale et culturelle.



par
bertrand
renouvin

Depuis vingt ans en effet, l'évolution de l'Eglise, la transformation des mœurs et la crise de l'enseignement ont entraîné l'oubli ou le mépris des anciennes valeurs, la perte de la mémoire collective, accéléré le processus d'indifférenciation et, malgré le rêve communautaire de 1968, le mouvement qui nous entraîne depuis longtemps vers un individualisme absolu - à tel point que l'on peut parler aujourd'hui d'une « ère du vide » (1).

RECOMPOSITIONS

Comme la nature, les sociétés ont horreur du vide et nous assistons depuis quelques années à des tentatives de recomposition sociale qui prennent corps en ce moment :

— il y a une recomposition idéologique qui, tirant parti des excès de l'étatisme et du choc de 1981, prend appui sur le vieux libéralisme économique. Défenseurs, il y a peu, d'un Etat jacobin et bureaucratique, les partis de droite se sont habilement laissés porter par la vague, devenant les défenseurs sourcilieux des libertés.

— il y a une recomposition religieuse, incarnée par Jean-Paul II et par le Cardinal Lustiger. La réaffirmation de valeurs transcendantes, par delà intégrisme et progressisme, est un phénomène majeur qu'aucun homme politique, croyant ou non, ne devrait sous-estimer. Le rôle de l'épiscopat dans l'affaire scolaire, sa détermination tranquille et son exacte appréciation des relations entre le spirituel et le temporel peut faire de cette renaissance religieuse le prélude d'une recomposition sociale dont la manifestation du 24 juin serait un des signes.

— il y a enfin la tentative de recomposition autour du nationalisme autoritaire que représente J.-M. Le Pen. Celui-ci prétend permettre une reconquête de l'identité dans la haine des immigrés, manipule l'angoisse née de la crise en utilisant le sentiment d'insécurité, et tente de se faire le héros d'un retour à l'ordre moral auprès d'une opinion scandalisée par l'évolution des mœurs et par certaines provocations.

De façon plus ou moins discrète, Mgr Lustiger, J. Chirac, V. Giscard d'Estaing et J.-M. Le Pen étaient présents dans la rue le 24 juin, apparemment pour la défense d'une cause commune. Pourtant, personne ou presque ne s'y est trompé : les représentants de la droite étaient absorbés par un mouvement qui dépassait le combat politique. Et la troupe conduite par J.-M. Le Pen ne pouvait être confondue avec l'immense cortège qui suivait P. Daniel. C'est que les différentes tentatives de recompositions sociales peuvent se rencontrer accidentellement en s'opposant sur l'essentiel. Entre le libéralisme économique fondé sur une conception utilitariste et le catholicisme renaissant, la contradiction est aussi fondamentale qu'entre les déclarations de Mgr Lustiger et celles de J.-M. Le Pen sur les immigrés. Et rien ne dit que la victoire électorale du Front national ne créera pas, dans l'opposition classique, une situation nouvelle, grosse de contradictions qui la priveraient de sa victoire.

Par les effondrements qu'elles soulignent, par les recompositions qu'elles annoncent, les dates du 17 et du 24 juin sont probablement historiques. Le rapport des forces politiques est en train de changer et, dans notre société éclatée, quelque chose recommence à bouger. Peut-être pour rien, si la logique individualiste et la régression idéologique ont raison des renaissances spirituelles et intellectuelles qui s'amorcent aujourd'hui. Peut-être pour la restauration consternante des fausses valeurs d'un libéralisme économique générateur de violence. Peut-être pour le pire si une fraction importante de la société tente de retrouver son identité perdue dans la haine des immigrés, dans le culte des valeurs mortes et des fausses hiérarchies. Mais le pire, sous ces différentes formes, n'est pas toujours certain.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gilles Lipovetski : « L'Ere du vide » (Gallimard).